

No. 47965*

**Burkina Faso
and
Niger**

Protocol of Agreement between the Government of the Republic of Niger and the Revolutionary Government of Burkina Faso on the establishment of the frontier between the two countries. Ouagadougou, 28 March 1987

Entry into force: 28 March 1987 by signature, in accordance with article 21

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Burkina Faso, 7 October 2010*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Burkina Faso
et
Niger**

Protocole d'accord entre le Gouvernement de la République du Niger et le Gouvernement révolutionnaire du Burkina Faso sur la matérialisation de la frontière entre les deux pays. Ouagadougou, 28 mars 1987

Entrée en vigueur : 28 mars 1987 par signature, conformément à l'article 21

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Burkina Faso, 7 octobre 2010*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT - TEXTE FRANÇAIS]

PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
DU NIGER ET LE GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE DU BURKINA-FASO
SUR LA MATERIALIZATION DE LA FRONTIERE ENTRE LES DEUX PAYS.

Le Gouvernement de la République du Niger et le
Gouvernement Révolutionnaire du Burkina-Faso,

- Ayant signé un Protocole d'Accord le 24 Juin 1964 à Niamey, incluant notamment la délimitation de leur frontière commune, sur la base de l'Arrêté Général n° 2336 du 31 Août 1927, précisé par son erratum n° 2602/APA du 5 Octobre 1927 et la carte à 1/200.000ème de l'Institut Géographique National de France ;
- Guidés par leur volonté commune de raffermir les liens de fraternité et les rapports de bon voisinage, qui ont toujours existé entre leurs peuples ;
- Soucieux de préserver la paix et de résoudre par la concertation, les problèmes qui pourraient surgir entre les deux Etats ;
- Considérant les résolutions de l'Organisation de l'Unité Africaine, relatives aux principes de l'intégrité territoriale et de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, principes auxquels ils ont tous deux souscrit ;
- Considérant les Recommandations issues de la rencontre de Ouagadougou du 12 au 14 Février 1985, entre le Ministre Délégué à l'Intérieur du Niger et le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité du Burkina-Faso, relatives à la nécessité de matérialiser la frontière entre les deux pays ;
- Considérant l'Accord entre le Gouvernement de la République du Niger et le Gouvernement Révolutionnaire du Burkina-Faso sur la matérialisation de la frontière entre les deux pays ;

ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :

Article 1.-

La frontière entre les deux pays va des hauteurs de N'Gouma, situées au Nord du Gué de Kabia, jusqu'à l'intersection de l'ancienne limite des cercles de Fada et de Say avec le cours de la Mékrou, telle que décrite par l'Arrêté du 31 Août 1927, précisé par son erratum du 5 Octobre 1927.

Article 2.-

Elle sera matérialisée par des bornes frontières, conformément au tracé décrit par l'Arrêté 2336 du 31 Août 1927, précisé par son erratum 2602/AFPA du 5 Octobre 1927. En cas d'insuffisance de l'Arrêté et de son erratum, le tracé sera celui figurant sur la carte 1/200.000ème de l'Institut Géographique National de France, édition 1960, et/ou de tout autre document pertinent accepté d'accord parties.

CHAPITRE I : DE LA COMMISSION TECHNIQUE MIXTE
D'ABORNEMENT.

Article 3.-

Il est institué une Commission Technique Mixte d'Abornement. Elle est composée de façon paritaire par les deux Parties. A l'occasion de ses réunions, la présidence de séance est assurée par le pays hôte et la fonction de rapporteur est assurée par le pays visiteur.

Article 4.-

La Commission Technique Mixte d'Abornement veillera à la matérialisation de la frontière, conformément aux dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus, après l'entrée en vigueur du présent Protocole. Elle est tenue de présenter un rapport semestriel aux Gouvernements des deux Etats, sur l'état d'avancement des travaux sur le terrain.

Article 5.-

La Commission Technique Mixte d'Abornement dispose de Pleins Pouvoirs dans l'exécution des travaux d'abornement. Toutefois, les difficultés pouvant entraver la bonne marche des travaux et les décisions importantes qui entraîneraient des incidences financières ou des dépenses supplémentaires, doivent être soumises aux deux Gouvernements.

CHAPITRE II : DU FONDS D'ABORNEMENT.

Article 6.-

Il est créé un Fonds d'Abornement de la frontière, ci-dessous dénommé le Fonds.

Le montant du Fonds est arrêté par les Gouvernements des deux Etats, suivant l'évaluation du coût des travaux d'abornement.

Article 7.-

- Le Fonds est alimenté par :
- Les contributions des Etats ;
 - Les subventions, dons et legs ;
 - Toutes autres ressources.

Article 8.-

La gestion du Fonds incombe au Président de la Commission Technique Mixte d'Abornement du pays non détenteur du Fonds, qui en est l'Ordonnateur.

Article 9.-

Le Président de la Commission Technique Mixte d'Abornement, qui est responsable de la gestion du Fonds, en rend compte aux Gouvernements des Parties, conformément à l'article 4 alinéa 2 du présent Protocole.

Un bilan financier est soumis chaque année aux Gouvernements des deux Parties.

Article 10.-

A la fin des travaux, le patrimoine propre du Fonds est réparti à parts égales entre les deux Parties Contractantes; Toutefois, en ce qui concerne le matériel, il peut être cédé à l'une des Parties, moyennant compensation.

CHAPITRE III : DES DISPOSITIONS TECHNIQUES ET
TRANSITOIRES.

Article 11.-

Avant la matérialisation de la frontière, la Commission Technique Mixte d'Abornement recensera les maisons et les installations des ressortissants de l'un et l'autre Etat, susceptibles d'être affectées par l'opération d'abornement.

Après la matérialisation de la frontière, les ressortissants de l'une et l'autre Partie, dont les maisons et les installations auront été affectées par l'abornement, seront recensés dans leurs lieux de résidence, par la Commission Technique Mixte d'Abornement.

Article 12.-

Le dédommagement pour les récoltes et les arbres économiques détruits au cours des travaux d'abornement, sera effectué par les Gouvernements des deux Parties, de façon prompte et adéquate, sur proposition de la Commission Technique Mixte d'Abornement.

Les recensements feront l'objet d'attestations délivrées par l'agent recenseur.

Article 13.-

Les droits d'usage et/ou de propriété des ressortissants des deux Parties, sur les terres le long de la frontière, concernant l'Agriculture, les pâturages, y compris le droit d'exploitation des arbres économiques tels que le néré, le Karité, seront régis par les lois du pays où la terre est située et, subsidiairement, par les coutumes.

Article 14.-

Le droit d'usage des fontaines, rivières et points d'eau, le long de la frontière, sera également régi par les lois et, subsidiairement, par les coutumes du pays où se trouvent ces fontaines, rivières et points d'eau.

Le régime des cours d'eau aux frontières, demeure celui de la réglementation internationale en la matière.

Article 15.-

Lorsque la frontière traverse des constructions ou toutes autres propriétés, celles-ci seront recensées conformément au paragraphe 1 de l'article 12 et laissées intactes, en attendant la résolution des problèmes de destination et/ou de dédommagement par les Autorités Compétentes.

Article 16.-

Chaque pays inclura dans son équipe, un agent recenseur chargé, en présence du propriétaire, d'évaluer les récoltes, les arbres économiques et les constructions détruits dans la zone d'abornement.

Article 17.-

Chaque évaluation fera l'objet d'un procès-verbal sur lequel le propriétaire, les agents recenseurs et les chefs des deux équipes techniques, apposeront leur signature ou leurs empreintes digitales.

Article 18.-

L'agent recenseur gardera un exemplaire de ce procès-verbal et en remettra des copies au chef de chaque équipe, à l'Autorité Administrative de la région et au propriétaire.

Article 19.-

Après la matérialisation de la frontière, les ressortissants de l'un ou l'autre Etat, qui ne sont pas originaires de l'Etat de leur lieu de résidence et qui décident d'y rester, seront immédiatement soumis à la juridiction et aux lois et règlements de cet Etat.

Article 20.-

Les ressortissants d'un Etat, qui résident sur le territoire de l'autre et qui décident de regagner leur pays d'origine, auront un délai de cinq (5) ans au plus pour le faire, à compter de la date de leur recensement ; durant cette période, ils ne seront soumis à aucune forme d'imposition ou de taxation.

CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS FINALES.

Article 21.-

Le présent Protocole entrera en vigueur dès sa signature.

Article 22.-

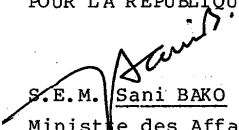
Les deux Parties conviennent de régler pacifiquement tous différends qui pourraient survenir à l'occasion de l'application du présent Protocole.

Article 23.-

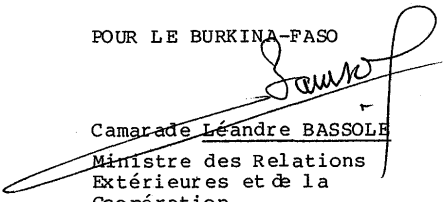
Le présent Protocole peut être dénoncé. Dans ce cas, la Partie qui prend l'initiative de la dénonciation, devra notifier cette intention à l'autre Partie, au moins six (6) mois à l'avance.

Fait à Ouagadougou le 28 Mars 1987 en deux
(2) exemplaires originaux, en langue française, les deux
textes faisant également foi./.

POUR LA REPUBLIQUE DU NIGER


S.E.M. Sani BAKO
Ministre des Affaires
Etrangères et de la
Coopération

POUR LE BURKINA-FASO


Camarade Léandre BASSOLE
Ministre des Relations
Extérieures et de la
Coopération

[TRANSLATION – TRADUCTION]

PROTOCOL OF AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE
REPUBLIC OF NIGER AND THE REVOLUTIONARY GOVERNMENT
OF BURKINA FASO ON THE ESTABLISHMENT OF THE FRONTIER
BETWEEN THE TWO COUNTRIES.

The Government of the Republic of Niger and the Revolutionary Government of Burkina Faso,

Having signed a Protocol of Agreement on 24 June 1964 in Niamey, which included in particular the demarcation of their common frontier on the basis of General Decree 2336 of 31 August 1927, made more accurate by its Erratum 2602/APA of 5 October 1927 and the 1/200,000-scale map of the National Geographic Institute of France,

Guided by their desire to strengthen the bonds of friendship and the relationship of good neighbourliness which have always existed between their peoples,

Concerned to preserve peace and to resolve cooperatively any problems which might arise between the two States,

Considering the resolutions of the Organization of African Unity relating to the principles of territorial integrity and the sanctity of frontiers inherited from colonialism, to which both countries have subscribed,

Considering the recommendations arising from the meeting in Ouagadougou on 12 to 14 February 1985 between the Minister of State for the Interior of Niger and the Minister for Territorial Administration and Security of Burkina Faso, relating to the need to establish the frontier between the two countries,

Considering the Agreement between the Government of the Republic of Niger and the Revolutionary Government of Burkina Faso on the establishment of the frontier between the two countries,

Have agreed as follows:

Article 1

The frontier between the two States runs from the uplands of N’Gouma, located to the north of the Kabia ford, as far as the intersection of the former limit of the regions of Fada and Say with the Mékrou River, as described by the Decree of 31 August 1927, made more accurate by its Erratum 2602/APA of 5 October 1927.

Article 2

It will be embodied in frontier markers following the course stipulated by Decree 2336 of 31 August 1927, made more accurate by its Erratum 2602/APA of 5 October 1927. In the event that the Decree and its Erratum should be inadequate, the

course shall be that shown on the 1/200,000-scale map of the National Geographic Institute of France, 1960 edition, and/or any other relevant document accepted by agreement between the Parties.

CHAPTER I: JOINT TECHNICAL COMMISSION ON DEMARCATION

Article 3

A Joint Technical Commission on Demarcation is established. It shall be composed of equal numbers of representatives of the two Parties. On the occasion of its meetings the presidency will be held by the host country, and the function of rapporteur will be provided by the visiting country.

Article 4

The Joint Technical Commission on Demarcation will ensure the establishment of the frontier, in conformity with the provisions of articles 1 and 2 above, following the entry into force of the present Protocol. It shall be required to submit a six-monthly report to the Governments of the two States on the progress of the work on the ground.

Article 5

The Joint Technical Commission on Demarcation shall have full powers in the performance of the demarcation work. However, difficulties which may impede the proper progress of the work and major decisions which would entail financial consequences or additional expenditures must be submitted to the two Governments.

CHAPTER II: DEMARCATION FUND

Article 6

A frontier demarcation fund is created, referred to below as "the Fund".

The amount of the Fund shall be decided by the Governments of the two States, after assessment of the cost of the demarcation work.

Article 7

The Fund shall draw its resources from:

- Contributions from the States;
- Subsidies, gifts and legacies;
- Any other resources.

Article 8

The management of the Fund shall be the responsibility of the President of the Joint Technical Commission on Demarcation from the country which is not the holder of the Fund, who shall act as its approving officer.

Article 9

The President of the Joint Technical Commission on Demarcation, who is responsible for the management of the Fund, shall report on it to the Governments of the Parties, in conformity with article 4, paragraph 2 of the present Protocol.

A financial statement shall be submitted each year to the Governments of the two Parties.

Article 10

At the end of the work the assets of the Fund shall be divided equally between the two Contracting Parties. Equipment owned by the Fund, however, may be assigned, against payment, to one of the Parties.

CHAPTER III: TECHNICAL AND TRANSITIONAL PROVISIONS

Article 11

Before the establishment of the frontier, the Joint Technical Commission on Demarcation shall survey the houses and other property of nationals of the two States who may be impacted by the demarcation work.

After the establishment of the frontier, the nationals of either Party whose houses or other property have been impacted by the demarcation work shall be surveyed in their places of residence by the Joint Technical Commission on Demarcation.

Article 12

Compensation for the harvests and trees of economic value destroyed during the demarcation work shall be provided by the Governments of the two Parties, promptly and adequately, in response to a proposal from the Joint Technical Commission on Demarcation.

The surveys will be recorded in attestations issued by the surveying officer.

Article 13

The usage and/or ownership rights of nationals the two Parties on the land along the frontier, covering agriculture and grazing and including the right to make use of trees of

economic value such as the néré or the shea, shall be governed by the laws of the country where the land is situated and, secondarily, by customary practice.

Article 14

The usage rights over the springs, rivers and watering places shall also be governed by the laws of the country where the land is situated and, secondarily, by the customs of the country in which those springs, rivers and watering places are located.

Bodies of water actually on the frontiers shall continue to be administered in line with the relevant international instruments.

Article 15

When the frontier crosses structures or any other properties, these shall be surveyed in accordance with paragraph 1 of article 12 and left intact, pending resolution of the problems of disposal and/or compensation by the competent authorities.

Article 16

Each country shall include in its team a surveying officer with the responsibility for evaluating, in the presence of the owner, the harvests, trees of economic value and structures destroyed in the demarcation area.

Article 17

Each evaluation shall be recorded in a report to which the owner, the surveying officers and the heads of the two technical teams shall affix their signature or their fingerprints.

Article 18

The surveying officer shall keep one copy of this report and shall provide copies to the head of each team, to the administrative authority of the region and to the owner.

Article 19

After the establishment of the frontier the nationals of either of the two States who are not native to the State in which their place of residence is situated and who decide to remain there shall immediately be subject to the jurisdiction and to the laws and regulations of that State.

Article 20

The nationals of one State who live on the territory of the other and who decide to return to their country of origin shall have a period of five (5) years at the maximum to do so, starting from the date on which they are surveyed; during that period they shall not be subject to any form of levy or taxation.

CHAPTER IV: FINAL PROVISIONS

Article 21

The present Protocol shall enter into force upon signature.

Article 22

The two Parties agree to resolve peacefully any disputes which may arise from the implementation of the present Protocol.

Article 23

The present Protocol may be denounced. In such case, the Party which initiates the denunciation must notify its intention to do so to the other Party at least six (6) months in advance.

DONE at Ouagadougou on 28 March 1987 in two (2) original copies in the French language, both texts being equally authoritative.

For the Republic of Niger:

SANI BAKO

Minister for Foreign Affairs and Cooperation

For Burkina Faso:

LEANDRE BASSOLE

Minister for Foreign Affairs and Cooperation